

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SA CALIF

Société Anonyme au capital de 30 046 416 EUROS

Siège Social: 17 cours Valmy - 92800 PUTEAUX

RCS: Nanterre 552 034 837

(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A. — Documents sociaux.

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés à la Tour Société Générale, 17, Cours Valmy - 92800 PUTEAUX

Documents comptables annuels, approuvés par l'AGO du 28 mai 2025.

Affectation du résultat approuvée par l'AGO du 28 mai 2025 :

Origine :	
Report à nouveau antérieur	1 242 774,50
Résultat de l'exercice - bénéfice	44 320 195,60
Soit un bénéfice distribuable de	45 562 970,10
Affectations :	
Versement de dividende	45 069 624,00
Au report à nouveau	493 346,10

B. — Comptes annuels au 31 décembre 2024.**I. — Bilan.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	151 547	221 778
A vue	26 236	12 746
A terme	125 311	209 032
Opérations avec la clientèle (note 3)	178 605	114 110
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	178 605	114 110
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme (note 4)	123	123
Parts dans les entreprises liées (note 4)	324	299
Crédit-bail et location avec option d'achat (note 5)	13 389	57 297
Location simple (note 5)	14 683	15 652
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles (note 6)	2	2
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 7)	90 284	54 101
Comptes de régularisation (note 7)	142	265
Total	449 099	463 627

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	21 822	25 606
A vue		
A terme	21 822	25 606
Opérations avec la clientèle (note 9)	115 050	145 070
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes	115 050	145 070
A vue		
A terme	115 050	145 070
Dettes représentées par un titre (note 10)	10 000	11 000
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables	10 000	11 000
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 11)	10 668	22 415
Comptes de régularisation (note 11)	188 003	102 856
Provisions		
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 12)	103 556	156 680
Capital	30 046	30 046
Primes d'émission		
Réserves	27 410	27 410
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées	537	330
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	1 243	1 430
Résultat de l'exercice	44 320	97 464
Total	449 099	463 627

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	372 306	382 142
Engagements de financement (note 22)	372 099	381 099
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	372 099	381 099
Engagements de garantie (note 22)	207	1 044
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	207	1 044
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus		1 037
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie (note 22)		1 037
Engagements reçus d'établissement de crédit		1 037
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		
Autres engagements	31/12/2024	31/12/2023
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme (note 23)	16	14
Autres engagements		
Engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

II. — Compte de résultat.

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13)	5 378	6 675
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	3 999	5 907
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 379	768
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe		
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13)	-2 323	-10 996
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-1 160	-5 488
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-757	-5 204
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-406	-304
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	111 247	121 485
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-70 049	-2 690
+ Produits sur opération de location simple	1 402	1 356
- Charges sur opérations de location simple	-1 691	-1 638
+ Revenus des titres à revenu variable (note 13)	8 199	45 147
+ Commissions (produits)		

- Commissions(charges)(note 14)	-2	-1
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation (note 15)	-64	-3 136
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change	-64	-39
- Opérations sur instruments financiers		-3 097
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins-value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	750	340
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	750	340
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire		
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires		
Produit net bancaire	52 847	156 542
- Charges générales d'exploitation (note 16)	-697	-1 088
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-697	-1 088
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-41 089
Résultat brut d'exploitation	52 150	114 365
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	52 150	114 365
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 17)	91	3 905
- Immobilisations financières	91	3 905
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	52 241	118 270
+ / - Résultat exceptionnel (note 18)	5	5
- Impôt sur les bénéfices (note 19)	-7 738	-20 630
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées (note 20)	-188	-181
Résultat net de l'exercice	44 320	97 464

III. — Annexe.

Note 1. – Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société CALIF sont établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. – Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice

Changement d'estimation. – Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et assimilés et créances sur la clientèle. – Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle

Une opération est classée dans la catégorie "au jour le jour" lorsque sa durée initiale est au plus égale à un jour ouvrable.

Au-delà d'une durée initiale supérieure à un jour ouvrable, l'opération est classée dans la catégorie "à terme".

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles. Il n'existe aucune dépréciation au 31/12/2024.

Créances douteuses. – Par application du règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement,
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque »

Portefeuille titres. – Le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2005-01 qui a été modifié par le règlement 2008-07 et le 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable et l'instruction 90-03 de la Commission Bancaire définissent les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres.

Les titres sont classés en fonction de :

- Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention

Entre la date de négociation des titres et leur transfert de propriété, l'engagement d'achat ou de vente est enregistré dans un compte de hors bilan "Titres à recevoir / à livrer".

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition

— **Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées** : Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les titres détenus par CALIF sont des titres non-côtés

Immobilisations. – Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens.

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Operations de crédit-bail et de location avec option d'achat. – La société applique les dispositions de l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 du comité d'urgence du CNC afférant aux contrats de locations au sens d'ias 17

Les opérations de crédit-bail et locations avec option d'achat et assimilées sont des opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les immobilisations louées dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou location avec option d'achat sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Ces immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

Crédit-bail et Loc. Option achat	Mode	Durée
Ensembles immobiliers	linéaire	20 ans
Avions	linéaire	13 ans

Linéaire = amortissement selon la durée normale d'utilisation du bien

Financier = amortissement sur la durée du contrat de location

Les biens éligibles au régime de l'amortissement dégressif (matériel de transport) acquis entre le 17 octobre 2001 et le 31 mars 2002 ont bénéficié de la majoration temporaire de 30 % sur la dotation des douze premiers mois.

Les revenus des loyers sont enregistrés sur la durée du bail dans le compte de résultat au poste « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées » ou au poste « produits sur opérations de location simple » selon la qualification du bien à l'actif du bilan.

Location simple. – Sont inscrits dans cette rubrique les biens destinés à la location sans option d'achat.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Ces immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

Location simple	Mode	Durée
Matériel de transport (bus)	linéaire	10 ans

Linéaire = amortissement selon la durée normale d'utilisation du bien

Financier = amortissement sur la durée du contrat de location

Dettes envers les établissements de crédit et assimilés et dettes envers la clientèle. – Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre. – Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon le support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés au bilan parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées ».

Impôts différés. – La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

En lien avec les investissements dans des GIE, la société a comptabilisé des impôts différés qui correspondent à des économies d'impôt engendrées précédemment par les quotes-parts de résultats déficitaires de ces GIE. Ces impôts différés sont réévalués à chaque clôture sur la base de la méthode du report variable, en tenant compte notamment de l'évolution du taux d'impôt applicable au moment de retournement des différences temporaires sur les années futures.

Provisions. – Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Provisions réglementées. – Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires (différentiel entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscal). Elles font partie des capitaux propres.

Dans le cas du Contrat RATP, les biens qui font l'objet d'un amortissement dégressif sont :

- Les immobilisations destinées à économiser l'énergie, conformément aux dispositions fiscales, bénéficient d'un amortissement fiscal sur 12 mois.

Operations en devises. – Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les actifs en devises sont refinancés dans la même devise pour les opérations de prêts et en partie pour les opérations de crédit-bail. Les positions de change sont recensées en annexe.

Operations sur instruments financiers à terme. – Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions de règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

Engagements hors bilan. – Les engagements hors bilan sont détaillés en annexe

CALIF a enregistré en 2024 des engagements de garantie en faveur de la clientèle pour un montant de 207 milliers d'euros. Ces engagements représentent le risque porté par CALIF sur le client final dans le cadre de financements logés dans des SNC.

Coût du risque. – Le contenu de la rubrique Coût du Risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risques de contrepartie ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Gains et pertes sur actifs immobilisés. – Ce poste regroupe les plus ou moins-values de cession et les dotations nettes aux dépréciations des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Charge fiscale. – La Société CALIF SA est intégrée fiscalement dans le groupe Société Générale depuis le 01/01/1991.

Un sous-palier d'intégration fiscal a été créé au niveau de CALIF en 2020, avec 16 SNC qui y font partie à fin 2024.

Transactions entre les parties liées. – Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, CALIF ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

- Les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- Les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice. – Au cours de l'exercice 2024, l'activité de CALIF dans le domaine des financements d'actifs a évolué de la façon suivante :

Opération de crédit-bail mobilier. – Des opérations de crédit-bail portant sur cinq avions et cinq navires sont arrivées à terme en 2024.

Opérations avec la clientèle. – Terme à l'échéance de cinq opérations de crédit-bail mobilier ("UPS") et de diverses opérations de crédit-bail structurées via SNC ;

Autres faits marquants. – Intervention en tant qu'associé à 99% des 2 SNC BALOS et LOTUS et prêteur des avances de différé fiscal dans le cadre d'une opération de financement de deux porte-conteneurs d'une capacité unitaire de 950 TEU pour un montant de 35,4 millions d'euros ; Perception de dividendes pour un montant de 3,2 millions d'euros de Socgen Inversiones Financieras SA, filiale détenue à 100% par CALIF ; Perception de dividendes pour un montant de 3,0 millions d'euros de Ferromovil 3000 et 9000 ; Emission de TCN, deux fois dans l'année, dans le cadre d'un programme d'émission de titres négociables à court terme mis en place le 13 novembre 2017 : 10 millions d'euros par émission en juin et décembre 2024 ; Paiement du solde de dividendes au titre de l'exercice 2023 pour un montant de 76,99 millions d'euros en juin 2024 et versement d'un acompte sur dividendes de 9,39 millions d'euros, sur décision du Conseil d'administration du 2 décembre 2024, effectué en décembre 2024 sur la base des comptes arrêtés au 30 septembre 2024 à valoir sur le dividende qui sera distribué au titre de l'exercice 2024.

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice écoulé. – Aucun autre événement important n'est survenu depuis la clôture de l'exercice.

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'EUR)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et prêts	150 985	219 996
A vue :	26 236	12 746
Comptes ordinaires	26 236	12 746
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	124 749	207 250
Prêts et comptes à terme	124 749	207 250
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées	562	1 782
Créances douteuses		
Total brut	151 547	221 778
Dépréciations		
Total net	151 547	221 778
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	151 547	221 778

Note 3. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'EUR)	31/12/2024	31/12/2023
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	177 654	113 510
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement	104 908	72 376
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle	72 746	41 134
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées	951	600
Créances douteuses		
Total brut	178 605	114 110
Dépréciations		
Total net	178 605	114 110
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	178 605	114 110

Note 4.

1 - Participations et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'EUR)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2024
Titres de participation					
Valeur brute *	123				123
<i>Dont titres cotés</i>					
Créances rattachées					
Dépréciations *					
<i>Dont titres cotés</i>					
Valeur nette au bilan	123				123
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute *					
<i>Dont titres cotés</i>					
Créances rattachées					
Dépréciations *					
<i>Dont titres cotés</i>					
Valeur nette au bilan					
Total net	123				123

2 - Parts dans les entreprises liées :

(En milliers d'EUR)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres (1)	31/12/2024
Etablissement de crédit	200				200
Côtés					
Non cotés	200				200
Autres	410	51	26		435
Côtés					
Non cotés	410	51	26		435
Dépréciations (2)	-311				-311
Total net	299	51	26		324

Note 5.

1 - Opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers d'EUR)	Valeur brute 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2024	Amortisse- ment provisions et dépréciatio- ns cumulés 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Crédit-bail et location avec option d'achat	472 266	49 950	-410 348	-50 159	61 709	-48 320	13 389
Terrains loués							
Biens mobiliers loués	360 398	49 950	-410 348				
Biens immobiliers loués	21 617				21 617	-16 092	5 525
Biens immobiliers en cours de construction							
Biens mobiliers temporairement non loués							
Biens immobiliers temporairement non loués							
Autres	89 910			-49 950	39 960	-32 228	7 732
Créances rattachées	341			-209	132		132
Créances douteuses							
Location simple	18 627	875		15	19 517	-4 834	14 683
Terrains							
Biens mobiliers	18 197	875			19 072	-4 834	14 238
Biens immobiliers							
Immobilisation en cours							
Biens mobiliers temporairement non loués							
Biens immobiliers temporairement non loués							
Autres							
Créances rattachées	430			15	445		445
Créances douteuses							
Total	490 893	50 825	-410 348	-50 144	81 226	-53 154	28 072

2 - Ventilation de l'encours financier :

(En milliers d'EUR)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2024
Encours financier	13 787	5 063	10 397	29 247

3 - Amortissement des opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers d'EUR)	Montant au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
Crédit-bail et location avec option d'achat	-414 969	-24 854	384 124	7 379	-48 320
Terrains loués					
Biens mobiliers loués	-360 398	-23 726	384 124		
Biens immobiliers loués	-13 482	-1 128		-1 482	-16 092
Biens mobiliers temporairement non loués					
Biens immobiliers temporairement non loués					
Autres	-41 089			8 861	-32 228
Location simple	-2 975	-1 859			-4 834
Terrains					
Biens mobiliers	-2 975	-1 859			-4 834
Biens immobiliers					
Biens mobiliers temporairement non loués					
Biens immobiliers temporairement non loués					
Autres					
Total	-417 944	-26 713	384 124	7 379	-53 154

4 - Ventilation des dotations :

(En milliers d'EUR)	Linéaire	Exceptionnel ou financier	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire
Crédit-bail et location avec option d'achat	-24 854			
Location simple	-1 859		-207	
Total	-26 713		-207	

5 - Réserve latente :

(En milliers d'EUR)		Valeur nette 31/12/2024	Encours financiers	Retraitements	Stock au 31/12/2024	Stock au 31/12/2023	Variation 2024
Crédit-bail et location avec option d'achat		13 389	12 941	448		40 569	-40 569
Location simple		14 683	16 306	763	2 386	1 385	1 001
Réserve brute					2 386	41 954	-39 568
IS différé sur réserve latente	25,83%				616	10 837	-10 220
Total		28 072	29 247	1 211	1 770	31 117	-29 348

Note 6.

1 - Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'EUR)	Valeur brute 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2024	Amortisseme nt provisions et dépréciations cumulés 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	7				7	-5	2
Terrains	2				2		2
Constructions	5				5	-5	
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	7				7	-5	2

2 - Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'EUR)	Montant au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	-5				-5
Terrains					
Constructions	-5				-5
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total	-5				-5

3 - Ventilation des dotations :

(En milliers d'EUR)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2024
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Note 7. – Autres actifs et comptes de régularisation

(En milliers d'EUR)		31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs :			
Sous-total		90 284	54 101
Compte courant SG impôt groupe		77 387	16 476
Débiteurs divers		3 266	16 732
Acompte sur dividendes		9 390	20 657
Dépôt garantie versé		135	135
Tva		106	101
Comptes de régularisation :		142	265
Sous-total			
Charges comptabilisées d'avance		142	265
Commission avance Crédit-Bail			42
CCA divers		142	223
Produits à recevoir			
Créances sur les établissements de crédit et assimilés			
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat			
Opérations de location simple			
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Actions propres			
Autres actifs			
Comptes de régularisation			
Impôts différés			
Autres comptes de régularisation			
Total brut		90 426	54 366
Dépréciations			
Total net		90 426	54 366
(*) Les impôts différés sont détaillés dans la note 19			

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'EUR)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue :		
Dépôts et comptes ordinaires		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	21 722	25 498
Emprunts et comptes à terme	21 722	25 498
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	100	108
Titres donnés en pension		
Total	21 822	25 606

Note 9. – Operations avec la clientèle.

(En milliers d'EUR)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes envers la clientèle à vue :		
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres		
Autres dettes envers la clientèle à terme :	115 050	145 070
Sociétés et entrepreneurs individuels	115 050	145 070
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres		
Dettes rattachées		
Total dettes envers la clientèle	115 050	145 070
Valeurs données en pension à la clientèle		
Titres donnés en pension à la clientèle		
Total	115 050	145 070

Note 10. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'EUR)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	10 000	11 000
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Sous-total	10 000	11 000
Dettes rattachées		
Total	10 000	11 000

Note 11. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'EUR)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations sur titres :		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs :	10 668	22 415
Compte courant SG impôt groupe		
Versement restant à effectuer sur titres		5
Créditeurs divers	19	19
Dettes rattachées sur les intérêts de prêts et emprunts		
Factures non parvenues	651	605
Fournisseurs	9 998	21 709
Etat - charges à payer		77
Tva		
Comptes de régularisation :	188 003	102 856
Charges à payer	18	43
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif		
Comptes de régularisation	18	43
Dettes subordonnées		
Impôts différés (*)	187 643	102 211
Produits constatés d'avance	342	602
Autres produits constatés d'avance		
Crédit-bail	342	602
Autres comptes de régularisation		
Total	198 671	125 271
(*) Les impôts différés sont détaillés dans la note n° 19		

Note 12.

1 - Evolution des capitaux propres (En milliers d'EUR) :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2024
Origine :	98 894
Report à nouveau antérieur	1 430
Résultat de la période	97 464
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	98 894
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	97 651
Autres répartitions	
Report à nouveau	1 243
(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2023 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 31 mai 2024	

2 - Capital social. — Le capital social est composé de 1 877 901 actions de 16 € de nominal, entièrement libérées.

3 - Ventilation des réserves :

(En milliers d'EUR)	Montant
Réserve légale	3 005
Réserves statutaires	
Autres réserves	24 405
Total	27 410

4 - Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'EUR)	Montant
Résultat disponible :	45 563
Report à nouveau antérieur	1 243
Résultat de la période	44 320
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	45 563
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	45 070
Autres répartitions	
Report à nouveau	493

5 - Variation des capitaux propres :

(En milliers d'EUR)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Capital	30 046			30 046
Primes d'émission				
Réserves	27 410			27 410
Ecart de réévaluation				
Provisions règlementées	330	207		537
Subventions				
Report à nouveau	1 430		187	1 243
Résultat de l'exercice	97 464	44 320	97 464	44 320
Distribution				
Total	156 680	44 527	97 651	103 556

Note 13.

1 - Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'EUR)	Charges	Produits	Net 2024	Net 2023
Sur opérations avec les établissements de crédit :	1 160	3 999	2 839	419
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	1 160	3 999	2 839	419
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :	757	1 379	622	-4 436
Créances commerciales	757	1 379	622	-4 436
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	406		-406	-304
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés				
Total	2 323	5 378	3 055	-4 321

2 - Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'EUR)	2024	2023
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme	8 199	45 147
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total	8 199	45 147

Note 14. – Produit net des commissions.

(En milliers d'EUR)	Charges	Produits	Net 2024	Net 2023
Opérations avec les établissements de crédit	2		-2	-1
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres				
Opérations de crédit-bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie				
Prestations de services et autres				
Total	2		-2	-1

Note 15. – Résultat net sur opérations financières.

(En milliers d'EUR)	Net 2024	Net fin 2023
Résultat net sur portefeuille de négociation :	-64	-3 136
Résultat net des opérations sur titres de transaction		
Résultat net des opérations de change	-64	-39
Résultat sur instruments financiers à terme		-3 097
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Total	-64	-3 136

Note 16.

1 - Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'EUR)	2024	2023
Frais de personnel :		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs :	-697	-1 088
Impôts et taxes	-117	-494
Services extérieurs	-580	594
Autres		
Total	-697	-1 088

2 - Effectif moyen :

	France	Etranger	2024	2023
Cadres				
Non cadres				
Total				

3 - Rémunération des dirigeants. – Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction**Note 17.**

Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'EUR)	2024	2023
Immobilisations corporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les ent. Liées et autres titres LT	91	3 905
Plus-values de cession	91	23 191
Moins-values de cession		-29 728
Dotations aux dépréciations ou provisions		-3 002
Reprises de dépréciations ou provisions		13 444
Total	91	3 905

Note 18.

Résultat exceptionnel :

(En milliers d'EUR)	2024	2023
Charges exceptionnelles		
Détail		
Produits exceptionnels	5	5
Produits exceptionnels - autres	5	5
Total net	5	5

Note 19.

1 - Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'EUR)	2024	2023
Charge fiscale courante	-77 693	-16 476
Charge fiscale différée	85 431	37 106
Total	7 738	20 630

2 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En milliers d'EUR)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal	43 402		10 850		10 850	32 552
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable	8 748					8 748
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	52 150		10 850		10 850	41 300
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	52 150		10 850		10 850	41 300
5 - Taxé au taux normal	11		3		3	8
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable	80					80
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	91		3		3	88
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	52 241		10 853		10 853	41 388
VI. Résultat exceptionnel	5		1		1	4
Dotation nette aux provisions réglementées	-188		-47		-47	-141
Impôt courant			10 807		10 807	
Impôt diffère						
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions			357		357	-357
AUTRES (à préciser)						
Impôts sur les bénéfices sous- groupe			-88 857		-88 857	88 857
Impôt diffère sous-groupe			85 431		85 431	-85 431
Résultat net		52 058	7 738		7 738	44 320

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance

3 - Situation fiscale différée :

(En milliers d'EUR)	Base	Taux	Actif 2024	Passif 2024	Stock au 31/12/2024	Stock au 31/12/2023
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
Accroissement futur d'impôt						
Résultat sous-groupe	726 571	25,83%		187 643		
Total				187 643	-187 643	-102 212

Note 20. – Dotation nette de FRBG et provisions réglementées.

(En milliers d'EUR)	Dotations	Reprises	2024	2023
Provisions des fonds pour risques bancaires généraux				
Provisions réglementées	7		188	181
Amortissements dérogatoires	7		188	181
Total	7		188	181

Note 21. – Operations non inscrites au bilan.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05.

Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

1 - Engagements hors bilan comptabilisés :

1.1 - Hors-bilan - engagements reçus et donnés :

(En milliers d'EUR)	Nature	31/12/2024
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		372 099
En faveur d'établissements de crédit	Partie non utilisée des prêts consentis à la Société Générale	
En faveur de la clientèle	Partie non utilisée des prêts consentis aux SNC et autres clients	372 099
Engagements de garantie :		207
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle	Engagement porté sur les clients des SNC dans le cadre de financements octroyés par la Société Générale	207
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit	Garantie reçue de la SG sur opérations de prêts	
De la clientèle	Garantie reçue de la clientèle sur opérations de prêts	

1.2 - Hors-bilan - engagements sur titres :

(En milliers d'EUR)	Nature	31/12/2024
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

1.3 - Hors-bilan - engagements douteux

1.4 - Hors-bilan - autres engagements

Note 22.

1 - Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	31/12/2023	31/12/2022
Opérations fermes					
Opérations sur marchés organisés et assimilés :					
Contrats à terme de taux d'intérêt					
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme					
Opérations sur marchés de gré à gré					
Swaps de taux d'intérêt					
Swaps financiers de devises					
Fra					
Autres					
Opérations conditionnelles			16	16	14
Options de taux d'intérêt					
Option de change					
Option sur actions et indices			16	16	14
Autres options					
Total			16	16	14

2 - Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'EUR)	Moins d'1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Option sur actions et indices			16	16
Total			16	16

Note 23. – Emplois et ressources ventiles selon la durée restant à courir.

(En milliers d'EUR)	Durée restant à courir au 31 décembre 2024				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois :					
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	26 341	664	48 000	76 542	151 547
Opérations avec la clientèle	50 067	13 932	93 946	20 660	178 605
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources :					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 436	5 222	4 768	10 396	21 822
Opérations avec la clientèle	47 942	15 073	7 493	44 542	115 050
Dettes représentées par un titre		10 000			10 000

Note 24. – Identité de la société consolidante.

Les comptes annuels de la SA CALIF sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de:

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 25. – Intégration fiscale.

La Société CALIF est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1991

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

- Bénéfice à court terme de 43 230 718 €
- Bénéfice à long terme de 91 357 €

Du fait de l'intégration fiscale, une créance de 77 386 724 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 26. – Informations concernant les entreprises liées.

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En milliers d'EUR)	31/12/2024	Part entreprises liées
Postes de l'actif		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	151 547	151 547
Opérations avec la clientèle	178 605	105 838
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	123	
Parts dans les entreprises liées	324	324
Crédit-bail et location avec option d'achat	13 389	
Location simple	14 683	
Immobilisations	2	
Autres actifs et comptes de régularisation	90 426	88 932
Postes du passif		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	21 822	21 822
Opérations avec la clientèle	115 050	44 542
Dettes représentées par un titre	10 000	10 000
Autres passifs et comptes de régularisation	198 671	188 225
Provisions et subventions		
Dettes subordonnées		
Postes du hors bilan		
Engagements de financement :		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	372 099	372 099
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie :		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	207	
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres :		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme	16	16
Autres engagements		
Engagements douteux		
Postes du compte de résultat :		
Intérêts et produits assimilés	5 378	5 354
Revenus des titres à revenu variable	8 199	5 188
Produits de commissions		
Intérêts et charges assimilées	2 323	1 566
Charges de commissions	2	2
Autres (à détailler si significatif)		

Note 27. – Tableau des filiales et participations (1ère partie).

(En milliers d'EUR)	31/12/2024						
Sociétés / siège social	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus			
				Brute	Nette		
I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de Calif							
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par Calif)							
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par Calif)							
II - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations							
A) Filiales non reprises au paragraphe I :						293	293
1°/ Filiales françaises						93	93
2°/ Filiales étrangères						200	200
B) Participations non reprises au paragraphe I :						465	154
1°/ Filiales françaises						465	154
2°/ Filiales étrangères							

Tableau des filiales et participations (2ème partie) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
Sociétés / siège social	Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations / Date du dernier exercice clos
I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de CALIF A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF) B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par CALIF) II - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations A) Filiales non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 2°/ Filiales étrangères B) Participations non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 2°/ Filiales étrangères						

Note 28.

3 - Liste des filiales et participations :

(En milliers d'EUR)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par Calif) La liste des filiales figure en note suivante			
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par Calif)			
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par Calif) La liste des autres titres détenus figure en note suivante			
D) Certificats d'association			

Note 28 (suite).

3 - Liste des filiales et participations :

(En milliers d'EUR)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par Calif)			
ALPINIA (ex SOCIETE 77) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-13 534	-13 851	99
AMAZONIA 1844 BAIL (ex SOCIETE 92) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-9 984	-38 100	99
HAGA NYGATA (ex SNC SOCIETE 82) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-4 329	-1 735	99
HIPPOLYTE (ex JAGUAR, ex SOCIETE 79) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	151	4	99
HUAN HUAN (ex EXPLORER 516, ex SOCIETE 74) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-12 305	-6 694	99
MARTIN (ex SOCIETE 89) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-11 908	-21 901	99
PARATY 1841 BAIL (ex SOCIETE 90) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-10 183	-35 054	99
POINTE-A-PITRE FINANCE -MSN510 (ex SOCIETE 89) 17 cours Valmy-92800 Puteaux		-1	99
RASPAIL (ex ISTAS, ex TOUCAN, ex SOCIETE 80) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-6 586	-7 482	99
SAO PAULO 1842 BAIL (ex SOCIETE 91) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-10 395	-36 183	99
SARDIS (ex SOCIETE 75) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-9	5	99
Socgen inversiones financieras Calle somera 7-9 e 28023 Madrid	3 537	3 297	100
THOMAS (ex SOCAD 095) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	3 762	11 070	99
VALERIE FINANCE 1 (ex SOCAD 80) - MSN 35667 17 cours Valmy-92800 Puteaux	16 796	7 127	99
VALERIE FINANCE 3 (ex SOCAD 82) - MSN 35669 17 cours Valmy-92800 Puteaux	15 086	6 419	99
VELODROME (ex SOCIETE 83) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-13 153	-8 011	99
YUAN ZI (ex EXPLORER 517, ex SOCIETE 81) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-12 544	-6 662	99
SNC BOTANIQUE (ex. SOCIETE 93) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-7 775	-37 708	99
SNC MONT BLEU (ex. SOCIETE 94) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-7 609	-38 066	99
SNC LOTU (ex. SOCIETE 95) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-2 020	-6 804	99
SNC BALOS (ex. SOCIETE 99) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-2 188	-4 855	99
SNC POINTE DU PITON 8161 BAIL (ex. SOCIETE 100) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-7 620	-35 064	99
SNC POINTE NOIRE 8162 BAIL (ex. SOCIETE 101) 17 cours Valmy-92800 Puteaux	-7 507	-14 169	99

SNC POINTE PERCEE 8163 BAIL (ex. SOCIETE 102) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-6 225	-11 813	99
Société 103 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 104 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 105 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99

Note 28 (suite).

(En milliers d'EUR)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% détenu directement
Société 106 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 107 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 108 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 109 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 110 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 111 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 112 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 113 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
Société 114 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99

Note 28 (suite)

(En milliers d'EUR)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% détenu directement
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par Calif)			
AAVENER (ex HELICONIA, ex SOCIETE 85) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
AVERELL (ex socad 108) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
BAKERMAAT (ex SOCIETE 62) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
BEYDA (ex SOCIETE 54) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
BLANCHE (ex SOCAD 89) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
BRUNE (ex SOCAD 90) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
DHOW (ex SOCAD 31) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
ELKE BAIL (ex SOCAD3) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1

ELLEN FINANCE 2010 (ex SOCIETE 35) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
EMMA BAIL (ex SOCAD4) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
EVN LEASE (ex SOCAD 34) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FEEDER 3 (ex SOCADIX) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FEEDER 4 (ex SOCAD 15) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FRANCOIS (ex SOCIETE 20) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
GUSTAV LEASE (ex SOCAD 23) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 1 - MSN 37865 (ex SOCIETE 42) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 2 - MSN 37945 (ex SOCIETE 43) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 3 - MSN 37866 (ex SOCIETE 44) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 4 - MSN 37867 (ex SOCIETE 45) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 5 - MSN 37868 (ex SOCIETE 46) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
INGRID FINANCE 2010 (ex MARIUS FINANCE) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
JACK (ex SOCAD 107) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
JOE (ex SOCAD 105) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
KADIR 3 (ex SOCIETE 51) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
KIMJU (ex ESTASOC) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
MADLICE FINANCE 1 (ex SOCIETE 52) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
MADLICE FINANCE 2 (ex SOCIETE 53) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
MEGA EXPRESS (ex SOCIETE 63) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
QUENTIN (ex SOCAD 25) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
RAMES BREST BAIL (ex SOCAD 092) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1

Note 28 (suite)

(En milliers d'EUR)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% détenu directement
RAMES CENTRE BAIL 3 (ex SOCAD 119) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
Rames champagne Ardenne bail	N/A	N/A	1

17 cours Valmy-92800 Puteaux RAMES DIJON BAIL (ex RAMES TOURS BAIL, RAMES ALSACE BAIL 1)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux SNC RAMES POITOU BAIL 2 (ex SOCAD 96)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux RAMES POITOU CHARENTES BAIL (ex RAMES TOULOUSE BAIL)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux RAPIDS (ex SOCADONZE)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux SALCEDO (ex SOCIETE 58)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux SOGETRAM (ex SOCAD 118)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux Star 26	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux Timbennico Finance 2011 (ex SOCIETE 36)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux WAALKER (ex LARANJEIRA, ex SNC SOCIETE 71)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux WIKI (ex SOCAD 117)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux WOLFGANG LEASE (ex SOCAD 24)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux ZEUGMA (ex SOCIETE 55)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux Société 84	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux Société 86	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux Société 88	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux Société 96	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux Société 97	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux Société 98	N/A	N/A	1
17 cours Valmy-92800 Puteaux SA SOGEBAIL	N/A	N/A	
17 cours Valmy-92800 Puteaux BPI France financement (ex OSEO)	N/A	N/A	
27-31 avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons - Alfort			

Note 29. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires HT des lettres de mission de nos commissaires aux comptes, au titre de l'exercice 2024, s'élève à :

KPMG S.A. :	29 000,00 €
PricewaterhouseCoopers Audit :	29 000,00 €

Note 30. – Ventilation des produits bancaires

(En milliers d'EUR)	Produits France	Produits Export	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	5 358	20	5 378	6 675
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2 797	108 450	111 247	121 485
Produits sur opérations de location simple		1 402	1 402	1 356
Revenus des titres à revenu variable	2 015	6 184	8 199	45 147
Produits de commissions				
Gains de change	-64		-64	-39
Autres produits d'exploitation bancaire	750		750	340
Total	10 856	116 056	126 912	174 964

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

À l'Assemblée Générale de la Société Anonyme de Crédit à l'Industrie Française,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Anonyme de Crédit à l'Industrie Française relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

KPMG S.A. et PricewaterhouseCoopers Audit ont été nommés commissaires aux comptes de la société par l'assemblée générale du 24 juin 2024.

Au 31 décembre 2024, nos deux cabinets étaient dans la première année d'exercice de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

- Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.
- Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.
- Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes :

Paris La Défense, le 14 mai 2025

KPMG S.A.

Nicolas BOURHIS

Associé

Neuilly-sur-Seine, le 14 mai 2025

PricewaterhouseCoopers Audit

Ridha BEN CHAMEK

Associé